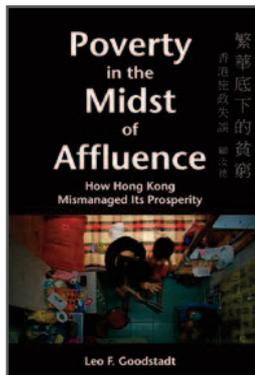


Comptes-rendus de lecture



Leo F. Goodstadt,
Poverty in the Midst of
Affluence: How Hong Kong
Mismanaged its Prosperity,
 Hong Kong, Hong Kong University
 Press, 2013, 264 p.

GORDON MATHEWS

Le livre de Leo F. Goodstadt analyse comment la priorité accordée aux affaires par le gouvernement de Hong Kong au détriment de toutes autres considérations a engendré une société qui traite les plus vulnérables de ses membres avec dureté, voire cruauté. Pour écrire ce livre, Leo F. Goodstadt, qui a lui-même exercé les fonctions de conseiller politique principal dans le gouvernement de Hong Kong de 1989 à 1997, s'est appuyé sur sa connaissance de première main des rouages du gouvernement, ainsi que sur des informations largement disponibles dans les médias. La lecture de ce livre est déprimante mais essentielle pour toute personne qui s'intéresse au passé récent, au présent et au futur de la société de Hong Kong.

L'introduction aborde la crise financière asiatique de 1997-1998 et ses effets sur Hong Kong : « Pour la première fois depuis la fin de l'occupation japonaise en 1945, les parents ne tenaient plus pour acquis que leurs enfants auraient de meilleures perspectives professionnelles » que celles de leur génération (p. 2). Leo F. Goodstadt y voit l'échec des dirigeants du gouvernement de Hong Kong, notamment de Tung Chee-hwa, alors Chef de l'exécutif, qui s'efforçait d'administrer la ville comme une entreprise plutôt que comme une société humaine. À cet égard, Tung Chee-hwa ne faisait que se situer dans le prolongement des idées du gouvernement colonial, pour qui la gestion d'entreprise servait de modèle à la gestion des affaires sociales. Mais Tung Chee-hwa, et après lui Donald Tsang et C.Y. Leung, ont contribué à accentuer les inégalités sociales. Leo F. Goodstadt cite ainsi l'économiste Robert Heilbroner, pour qui « une société où les activités économiques obéissent aux lois du marché est aux petits soins pour les riches, mais reste sourde aux problèmes des pauvres » (p. 21).

Le chapitre 1, *Crisis Economics: Private Profits, Public Pain*, démontre que la crise économique de 1997-1998 fut moins le résultat de forces extérieures que d'une mauvaise appréciation de la part de Tung Chee-hwa de la solidité sous-jacente des finances de Hong Kong, qu'il contribua à détruire avec sa politique d'austérité. L'intervention de Tung dans le système financier en 1998 a été couronnée de succès, mais pas son engagement à fournir des logements bon marché aux Hongkongais, puisqu'il a abandonné ses promesses sous la pression des promoteurs immobiliers. Le résultat a été une baisse spectaculaire de l'offre de logements publics dans les années 2000.

Ce chapitre traite également de la « fin du boom du Guangdong pour Hong Kong » au début de cette même décennie, lorsque les entreprises hongkongaises ont dû se retirer en réaction aux nouvelles mesures en vigueur sur le continent. Il décrit également le régime fiscal de Hong Kong comme celui d'« un pays du Tiers monde aux allures vintage » (p. 43), sans prélèvement sur les bénéficiaires, les dividendes ou les héritages. Le niveau d'imposition y est extraordinairement faible et destiné à favoriser les entreprises plus que la population hongkongaise dans son ensemble.

Dans le chapitre 2, *The Business of Government: Less Politics, No Welfare*, l'auteur souligne qu'au moment où « la Loi fondamentale accorda une place prééminente aux représentants du monde des affaires dans le système politique », le gouvernement renforça encore cette tendance, comme en témoigne le développement du népotisme, le scandale du contrat du Cyberport et la réticence à appliquer les lois de la concurrence, avec en toile de fond générale un avantage commercial de la Chine continentale sur Hong Kong de plus en plus marqué. Pendant les années 1980 et 1990, « les industries hongkongaises pouvaient maintenir leur compétitivité à l'export en délocalisant leurs usines sur le continent », mais à partir des années 2000, « Hong Kong est devenu en soi un marché pour l'exploitation » où le secteur de l'immobilier, la main-d'œuvre et les consommateurs furent sacrifiés (p. 66). Malgré le fossé toujours plus grand entre les riches et les pauvres, « pourquoi [...] les politiques hongkongaises sont-ils restés si obéissants et les difficultés sociales ont-elles été si patiemment acceptées ? » (p. 75). La question est d'autant plus pertinente si on se souvient de la mauvaise conduite des maîtres de la ville, comme Donald Tsang frayant avec les magnats des affaires sur des yachts ou empruntant leurs jets privés. Leo F. Goodstadt conclut ce chapitre en notant que « la menace réelle pesant sur la gouvernabilité de Hong Kong réside avant tout dans la mauvaise gestion de ceux qui la gouvernent ».

Le chapitre 3, *Housing: Unending Crisis*, explique comment le gouvernement de Hong Kong est resté paralysé après que Tung a renoncé à son plan de logement au début des années 2000. Même si la brève réforme de Tung a eu pour effet de « résoudre, dès 2002, une partie des problèmes de logement les plus préoccupants » (p. 91), elle fut rapidement remplacée dans la conscience publique par une baisse importante des prix de l'immobilier. Leo F. Goodstadt remarque que le retrait du gouvernement du marché de l'immobilier en 2002 fut suivi par une augmentation annuelle de 19 % du prix des appartements durant la décennie suivante (p. 101), rendant les logements inabordable pour un nombre sans cesse plus important de Hongkongais. Si à une certaine époque Hong Kong était réputé pour la construction massive de logements publics, au début des années 2000, « le gouvernement s'est désengagé totalement si bien qu'il n'est rien resté de la machine qui avait fourni auparavant des logements publics à plus de trois millions de personnes » (p. 104).

Le chapitre *Social Reforms: Too little, Too Late*, s'attache à montrer que Hong Kong ne s'est jamais complètement remis de la décision prise par l'administration coloniale à la fin des années 1940 de ne pas offrir de services sociaux ni de services de santé au million de migrants qui se déver-

sait dans la ville. En dépit de la croissance rapide de l'économie entre les années 1960 et la fin du siècle, « la santé, l'éducation et les services sociaux furent sous-financés [...] et leur niveau de développement resta celui d'un pays du Tiers monde jusqu'à la fin de la présence anglaise » (p. 114). L'Autorité hospitalière, créée en 1990, a transformé pour le meilleur les soins hospitaliers, mais le gouvernement est devenu de plus en plus préoccupé par les coûts engendrés. Le gouvernement colonial a aussi tardé à s'engager dans le domaine de l'éducation, puisque l'éducation primaire n'a été rendue obligatoire et gratuite qu'en 1971, et la gratuité de l'enseignement secondaire ne fut introduite qu'en 1978. « Les fonds importants alloués dans les années 1990 à la santé, à l'éducation et à la protection sociale étaient encore trop faibles pour contrebalancer des décennies de sous-financement. Au XXI^e siècle, ces secteurs devaient être considérablement handicapés par cet héritage » (p. 129). Le chapitre suivant, *Social Reforms: The New Poverty*, montre que c'est particulièrement vrai à l'heure actuelle, où des pressions financières de plus en plus grandes se font sentir. Les hôpitaux ont été la première cible des coupes budgétaires opérées par le gouvernement, qui entre autres n'a cessé de diminuer le nombre de médicaments de première nécessité fournis gratuitement. L'éducation, malgré une série de réformes, est devenue « plus chère et de moins bonne qualité » (p. 148). Quant au système de protection sociale, Donald Tsang déclarait que « le gouvernement ne devrait jamais venir en aide aux pauvres avec ses propres ressources, car ce serait un effort voué à l'échec » (p. 152).

Le chapitre 6, *The Undeserving Poor*, est consacré au sort des laissés pour compte de la prospérité de Hong Kong. « La *Comprehensive Social Security Assistance* (ou CSSA, programme hongkongais de sécurité sociale) est devenu l'illustration centrale dans la définition des limites de la compassion sociale » (p. 169). Il a souvent été affirmé, notamment par la première Commission sur la pauvreté, que la CSSA permettait à des personnes tout à fait capables de travailler de profiter du système. Leo F. Goodstadt montre que ces allégations sont erronées. Pour Hong Kong, le problème serait plutôt le nombre important de personnes sans emploi réticents à bénéficier de la CSSA, alors qu'elles en auraient besoin. L'argument selon lequel la CSSA irait à l'encontre de la tradition chinoise en transférant au gouvernement le devoir qui incombe aux enfants de s'occuper des parents dans le besoin a aussi été brandi. Leo F. Goodstadt démontre que cela ne tient pas debout. Pourtant, la CSSA continue à être la cible des critiques, non seulement du gouvernement et du monde des affaires, mais aussi d'un certain nombre de citoyens.

Le chapitre 7, *An absence of Advocates: How the Welfare, Lobby Lost Its Voice*, nous apprend qu'au cours des années 1990 et 2000, la défense des droits politiques contre les empiétements de Pékin a pris le pas dans l'esprit des Hongkongais sur la construction d'une société plus égalitaire. Pendant cette période, « les politiques sociales ont été subordonnées aux priorités politiques » (p. 202). Par conséquent, « les personnes défavorisées, désavantagées et handicapées ont perdu leurs défenseurs traditionnels, car les partisans des réformes sociales ont décliné en nombre et en influence » (p. 206). À l'heure actuelle à Hong Kong, des centaines de milliers de citoyens sont dans la rue pour réclamer plus de démocratie, mais bien peu manifestent pour une société plus juste à l'égard des pauvres et des personnes défavorisées.

Dans sa conclusion, Leo F. Goodstadt démontre comment, en dépit des dénégations du gouvernement, la pauvreté a considérablement augmenté avec l'émergence de « nouveaux pauvres ». Cette situation tragique est le résultat de « la conviction répandue au sein du gouvernement selon la-

quelle tous les services publics sont fondamentalement un gaspillage de ressources » (p. 219). Pour Leo F. Goodstadt, la solution à apporter à cette situation est d'abandonner le modèle de l'entreprise pour se consacrer aux services publics : « fournir aux personnes vulnérables ce dont elles ont besoin plutôt que [...] ce qu'elles peuvent payer » (p. 221). Ainsi l'histoire se répète : dans la continuité de l'administration coloniale, les dirigeants actuels accordent une priorité aux affaires. Même la Chine continentale est plus préoccupée que Hong Kong par la création de services sociaux pour ses citoyens. Finalement, la réintégration progressive de Hong Kong à la Chine pourrait conduire à plus de bien-être social que les dirigeants de Hong Kong, obsédés par les affaires, n'ont été capables d'en produire.

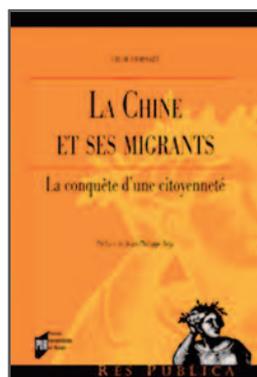
L'intérêt du livre de Leo F. Goodstadt réside dans le portrait détaillé qu'il dresse de Hong Kong et de la manière dont ses dirigeants ont modelé sa société en imitant le modèle de l'entreprise et en délaissant les services sociaux, notamment le logement, l'éducation et la santé. C'est un aspect fondamental de l'histoire de Hong Kong au cours des dernières décennies, qui a été largement occulté par l'intérêt marqué du public et des chercheurs sur le retour de Hong Kong à la Chine et le peu d'attention accordé aux effets sociaux de la gestion néo-libérale en vigueur depuis des décennies. Néanmoins, tout en étant convaincu que Leo F. Goodstadt est généralement dans le vrai, je pense qu'il grossit le trait. Pour donner un exemple personnel, il m'est arrivé de devoir être conduit à l'hôpital sur plusieurs continents, et quand cela arrive aux États-Unis, je suis effrayé par le coût de l'hospitalisation. J'imagine déjà une note de 5 000 dollars ou plus. Ce n'est pas ce qui arrive à Hong Kong : le forfait de 100 dollars hongkongais est un bienfait de la sécurité sociale. Les universités de Hong Kong, malgré leurs problèmes, bénéficient de financements pour lesquelles les universités américaines se damneraient. Les soins médicaux et l'éducation supérieure, n'en déplaisent à Leo F. Goodstadt (p. 139), sont des domaines pour lesquels le gouvernement de Hong Kong s'est montré plus généreux que beaucoup d'autres systèmes sociaux, et c'est également vrai si on compare avec d'autres politiques appliquées. Je pense que Leo F. Goodstadt devrait reconnaître ces faits plutôt que de peindre un portrait uniformément sombre de la politique générale des autorités hongkongaises.

Au-delà de ces points, il y a un très important débat social et philosophique sur le meilleur type de société en terme de bien-être pour les êtres humains : une société qui offre beaucoup à ses citoyens en l'échange d'impôts élevés (comme dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest) ou une société qui les laisse se débrouiller tous seuls mais en gardant un niveau de prélèvement fiscal relativement bas (comme Hong Kong ou les États-Unis). Le livre de Leo F. Goodstadt aurait gagné à développer plus encore une discussion sur cette question plus large. Il part du principe qu'il est toujours bon qu'un gouvernement engage des dépenses publiques sans jamais interroger cette certitude. J'aurais aimé lire une analyse plus poussée des pré-supposés sociaux et philosophiques qui sous-tendent la réflexion de Leo F. Goodstadt.

Mais cela serait demander à Leo F. Goodstadt d'avoir écrit un autre livre que celui-ci. Tel qu'il est, son ouvrage mérite amplement d'être lu : il offre un point de vue tout à fait essentiel sur la société actuelle de Hong Kong. Je le recommande chaleureusement.

■ Traduit par Antoine Roset.

■ Gordon Mathews est professeur d'anthropologie à la Chinese University de Hong Kong (cmgordon@cuhk.edu.hk).



Chloé Froissart,
La Chine et ses migrants. La
conquête d'une citoyenneté,
 Presses Universitaires de Rennes,
 Rennes, 2013, 406 p.

ÉRIC FLORENCE

La *Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté* est un ouvrage majeur et constitue, depuis *Contesting Citizenship in Urban China* de Dorothy Solinger (1999), l'étude scientifique la plus complète et la plus solidement documentée sur les migrants ruraux en République populaire de Chine, sur les politiques publiques les concernant ainsi que sur la dynamique de leurs relations avec l'État-Parti. Ce livre, fruit d'une thèse de doctorat, vise à répondre à la question de savoir dans quelle mesure la permanence de la présence des travailleurs migrants en milieu urbain dans la Chine post-maoïste, et le rôle de plus en plus important qu'ils y occupent, ont entraîné une redéfinition des critères de l'appartenance sociale et politique. Autrement dit, selon quelles modalités l'État-Parti s'est-il adapté afin de permettre l'intégration partielle d'un groupe social dont la condition de domination politico-institutionnelle s'inscrivait de plus en plus clairement dans un contexte de montée des contradictions sociales, idéologiques et économiques, tout en ne modifiant pas les fondements de son pouvoir ? La perspective adoptée est résolument dynamique, concevant le changement social comme résultant des interactions et chevauchements entre l'État et la société. L'auteure, maîtresse de conférences à l'université Rennes 2, documente de façon particulièrement détaillée non seulement le processus de transformation des politiques publiques relatives à la gestion et à l'intégration des populations migrantes en ville, mais aussi les pratiques, normes et représentations des migrants vis-à-vis de l'État et de la société chinoise.

L'ouvrage est structuré en cinq parties. Dans la première partie, Chloé Froissart propose une généalogie du concept de citoyenneté et de sa mobilisation dans le contexte chinois. Elle y oppose la conception universaliste héritée des Lumières pour laquelle « le citoyen est sujet abstrait de droits, ce qui implique l'égalité civique, politique et juridique des individus », à la conception maoïste au sein de laquelle prime l'idée d'une détermination particulariste, politique et socio-économique des droits et devoirs des individus (p. 45). L'auteure propose comme cadre d'interprétation de l'étude des relations entre la société et l'État, la dialectique de cette double vision de la citoyenneté qui continue à informer l'action du Parti communiste chinois. En effet, si le premier chapitre montre que l'idéologie et les luttes politiques de l'époque maoïste constituent un présupposé incontournable afin d'interpréter l'étendue de la Constitution et du droit en République populaire de Chine, le second chapitre documente le rôle et les effets du système administratif du « livret de résidence » (*hukou*) qui allait, à partir des années 1950, définir de façon durable les rapports de l'individu à l'État, établissant un système de statuts liés à la position dans le système productif, à son inscription locale et à son statut politique, et invalidant « la portée apparemment universelle du droit chinois » (p. 45-46).

Les deuxième et troisième parties du livre constituent le cœur de l'ouvrage et sont aussi les plus impressionnantes sur le plan de la démonstration et de la richesse des sources mobilisées. Dans la deuxième partie, Chloé Froissart met en lumière la conjonction de facteurs institutionnels, économiques, politiques et sociologiques qui contribuent à expliquer les migrations de ruraux vers les villes des années 1980 jusqu'au début des années 2000, de même qu'elle montre comment la catégorie du travailleur migrant est produite institutionnellement. En se penchant sur la façon dont sont appliquées les politiques publiques à l'égard des travailleurs migrants à Chengdu, une ville peu étudiée et à la pointe en matière de politiques d'intégration des migrants, elle décrit notamment de façon très détaillée comment la combinaison d'une multitude de règlements et de procédures bureaucratiques hérités de l'économie planifiée et visant le logement, l'emploi, la natalité, la couverture sociale et l'éducation contribuent à façonner les conditions d'existence des travailleurs migrants et leur statut de « citoyens de seconde zone ». La logique de « contrôle » et de « gestion » qui prédomine sur une éthique de service public aux migrants apparaît clairement. Mais ce que les chapitres 4 et 5 montrent également très bien est la production, via la mise en pratique et l'interprétation souple par les agents de l'État de ces procédures de contrôle visant le séjour et l'emploi des travailleurs ruraux en ville, d'une main-d'œuvre bon marché et flexible dont se nourrit l'économie aussi bien formelle qu'informelle. En effet, la tendance forte à la marchandisation des services administratifs à partir des années 1990 en matière de résidence et d'emploi des travailleurs migrants place ces derniers dans une situation d'ambiguïté juridique et réglementaire étant donné qu'ils sont susceptibles de ne jamais être en mesure de se conformer à l'ensemble de ces règlements. Comme le souligne Chloé Froissart, être en ordre de permis ne garantit pas de ne pas être soumis à l'arbitraire qui sévit quotidiennement (p. 116). Cette « répression routinière » dans l'espace urbain combinée à la marchandisation de la main-d'œuvre et à la dérégulation des régimes de travail est fondamentale dans la compréhension de l'économie politique des réformes économiques. On voit bien en effet combien la logique de contrôle étatique dans ses effets (l'externalisation) rencontre les besoins du marché (ou du capitalisme) en matière de coûts de production et de reproduction de la main-d'œuvre.

L'expérience au quotidien de diverses formes d'indignité et d'une fragilisation de l'existence produite par les procédures du contrôle social en milieu urbain – des modalités de répression qui sont variables et s'appliquent de façon différenciée en fonction de l'espace, du moment et des publics visés – est un élément central pour comprendre les modalités de relation entre les travailleurs migrants et l'État ainsi que les représentations qu'ils se font de l'État, des agents de l'État et de la loi. Ainsi, dans le chapitre 6, l'auteure précise que si le séjour et la migration sont marqués du sceau du provisoire, c'est « surtout parce que le sentiment du provisoire est nourri par la précarité [institutionnellement produite] de la vie en ville » (p. 166). Ce chapitre aborde notamment de façon nuancée la question de l'internalisation de l'inégalité de statut par les travailleurs migrants, l'auteure soulignant que la diversité des expériences et des profils des migrants rend toute généralisation hasardeuse en cette matière. Elle montre aussi combien la « faiblesse de la médiation institutionnelle » en matière de conflits sociaux et de respect de la loi constitue un obstacle à la prise de conscience de leurs droits par les migrants (p. 179, 181).

La question des facteurs sociaux, politiques, idéologiques et économiques qui ont abouti au début de la décennie 2000 à la mise à l'agenda de la question de l'intégration urbaine des travailleurs migrants fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage (chapitres 7 et 8). Chloé Froissart documente

comment, entre le début des années 1990 et le début de la décennie suivante, un ensemble de constats (augmentation importante du volume des migrations et accroissement de la taille des communautés de villageois au sein des villes, aggravation de la criminalité urbaine et des inégalités, etc.) ont été structurés par les élites intellectuelles chinoises via un faisceau de savoirs (rapports commandités par les pouvoirs publics, ouvrages scientifiques, etc.) hérités des politiques de gestion des migrations de l'économie planifiée. Ce que montre l'auteure de façon inédite avec ce tournant des années 2000, c'est le glissement de paradigme vers « une nouvelle manière de concevoir l'ordre, ainsi que les coûts et profits liés aux migrations » (p. 226), c'est-à-dire la prise de conscience politique de la nécessité d'adaptation des politiques publiques en matière de gestion des populations migrantes en ville afin de dépasser la logique de « gestion et de contrôle » en lui adjoignant une préoccupation de « services (*fuwu*) aux travailleurs migrants » et de la sorte tenter de regagner la confiance de cette catégorie envers l'État-Parti (p. 209). Ainsi, dans le chapitre 8, Chloé Froissart montre comment les chercheurs chinois ont contribué à ce glissement de paradigme et à l'émergence d'un discours autour de la citoyenneté. Elle décrit le passage d'une « sociologie dogmatique » à « une sociologie empirique », soulignant que le savoir sociologique qui porte dorénavant davantage sur les migrants, sur leurs conditions et sur leurs expériences s'articule de plus en plus autour d'une mise en débat du mode de développement socioéconomique de la Chine et notamment d'une critique des réformes entreprises sous le règne de Jiang Zemin entre 1993 et 2002. On ne peut manquer de souligner néanmoins une autre dimension dogmatique d'une partie au moins de cette « sociologie empirique », non plus marxiste-léniniste celle-ci, mais bien économiste en ce qu'elle idéalise les vertus de l'économie de marché. Le chapitre 8 décrit également comment, dans la première moitié des années 2000, un nombre croissant et de plus en plus diversifié d'acteurs sociaux (académiques, journalistes, écrivains, membres d'ONG, artistes) mobilise un nouveau discours en faveur de la protection des droits des travailleurs migrants, un discours sanctionné par les nouvelles priorités politiques développées au sommet de l'État-Parti (16^e Congrès en 2002 et discours de Hu Jintao appelant à placer « l'homme au centre » (*yi ren wei ben*), à mettre davantage l'accent sur la loi et sur le respect des droits, à augmenter les revenus des paysans, etc.). Autrefois considérés comme un obstacle à la modernisation, les travailleurs migrants se voient transformés en « nouveaux héros qui se sacrifient pour la patrie, pour les autres, pour le bien commun » (p. 244). Il est intéressant de souligner ici que la figure du travailleur migrant a été l'objet dès le début des années 1990 dans les zones économiques spéciales du Delta de la Rivière des Perles et plus particulièrement à Shenzhen d'un intense investissement idéologique aussi bien sur le plan officiel que populaire. Le travailleur migrant venant même à partir de la seconde moitié des années 1990 à être opposé aux ouvriers des entreprises d'État pour l'exemplarité des valeurs d'abnégation, d'autonomie et d'esprit de compétition qu'il incarnait. Quant à l'émergence au début des années 2000 du nouveau discours dominant autour des travailleurs migrants, Chloé Froissart met à la fois l'accent sur la dimension globalement consensuelle et le ton souvent paternaliste de ce discours, un discours qui comporte en ce sens des teintes « patriotiques », mais qui inclut également un volet de critique politique, juridique et éthique du système de domination (p. 248).

Dans la quatrième partie de l'ouvrage, l'auteure montre comment le glissement de paradigme dans la gestion des migrants en ville se traduit dans les faits sur le plan local. Elle examine en particulier les réformes visant le *hukou*, la sécurité sociale et la scolarisation des migrants dans la ville de Chengdu.

Sur le plan de la sécurité sociale, de même qu'en ce qui concerne les réformes touchant au *hukou*, à des inégalités de statut vont s'ajouter des inégalités de type socioéconomiques, ce qui aboutit à une « stratification pyramidale à l'intérieur de la catégorie des migrants entre la petite élite intégrée dans le régime social des urbains, ceux, un peu plus nombreux, qui sont couverts par le régime spécifique aux migrants, et la grande majorité de ceux qui n'ont pas les moyens d'être assurés » (p. 278).

La cinquième partie de l'ouvrage tente de comprendre l'influence que le « mouvement pour la protection des droits » (*weiquan yundong*) a eue sur le régime chinois. Grâce à un travail de terrain mené à Pékin, Chengdu et Shenzhen auprès de plusieurs organisations sociales plus ou moins formelles, l'auteure y documente à la fois la portée et les limites des actions menées par les travailleurs migrants eux-mêmes et par une diversité d'autres acteurs et groupes sociaux (membres d'ONG, de réseaux d'entraide, experts, etc.) sur les mesures administratives et sur les politiques de l'État-Parti. Dans la conclusion de l'ouvrage, Chloé Froissart résume bien cette dialectique jamais univoque ni définitive du changement social et politique en précisant que ces actions et mobilisations en faveur des droits des migrants « [...] contribuent tout autant à prévenir l'autonomisation des travailleurs migrants en tant que groupe social et la politisation de leurs revendications qu'à promouvoir leurs droits et à redéfinir leur place au sein de la société » (p. 376).

Le chapitre 11 est consacré dans son entièreté à l'affaire Sun Zhigang⁽¹⁾, analysée en tant qu'événement révélateur de « l'affirmation d'une citoyenneté chinoise, en conscience et en acte » et comme établissant un « nouveau paradigme contestataire dans la mesure où elle [l'affaire Sun Zhigang] s'affirme comme une lutte pour la reconnaissance des droits par l'usage des droits [...] » (p. 328). Enfin, le dernier chapitre étudie la nature du « mouvement pour la protection des droits » en approfondissant la question du rôle des « ONG » chinoises dans ce mouvement, ainsi que la nature des relations que les « ONG » et leur action entretiennent avec le Parti.

Cet ouvrage s'avère très impressionnant sur le plan de la mobilisation croisée d'une profusion de sources officielles de première main (documents du Conseil des affaires d'État, règlements municipaux, etc.), d'entretiens et observations ethnographiques réalisées entre 2002 et 2007 par l'auteure à Chengdu, Shenzhen et Pékin notamment, de sources scientifiques ou encore de travaux de science politique, de sociologie politique et de sociologie des migrations utilisés dans une optique de comparaison entre le cas chinois et les processus migratoires et d'intégration en France ou ailleurs dans le monde.

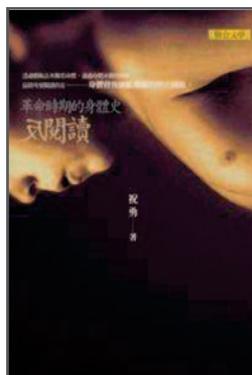
L'auteure montre dans le détail tout au long de l'ouvrage combien les questions posées par la présence des migrants en ville sont des questions politiques centrales de redéfinition des rôles de l'État, de ses relations aux différentes catégories de la société, de ses modalités de gouvernement et de ses fondements politico-idéologiques. Mais surtout, outre que l'ouvrage montre comment les diverses formes de « résistances légitimes » des migrants et la plus grande structuration de l'espace social ont poussé l'État-Parti à étendre progressivement la citoyenneté urbaine afin d'y inclure partiellement les travailleurs migrants, il offre une exploration approfondie des transformations de la façon de gouverner dans la Chine des réformes.

1. Sun Zhigang, un jeune graphiste d'origine rurale, victime de coups et blessures, trouvait la mort en avril 2003 dans un centre d'hébergement et de rapatriement de la ville de Canton après avoir été arrêté le mois précédent dans les rues de la ville sans avoir pu fournir ni ses papiers d'identification ni son permis de résidence temporaire. Les circonstances du décès du jeune homme furent à l'origine d'une mobilisation sociale sans précédent pour finalement aboutir en juin de la même année à l'abolition des centres d'hébergement et de rétention. Le fait que Sun Zhigang était un employé qualifié diplômé de l'université a joué un rôle très important pour le public, en particulier urbain, en ce que cela a permis qu'il s'identifie au sort du jeune homme au-delà des différences d'origine urbaine ou rurale (p. 325).

En cela, il constitue un apport majeur à la compréhension et à la définition de la nature du régime autoritaire dans la Chine post-maoïste. L'auteur met en effet en lumière une dimension centrale de la résilience de l'État-Parti, à savoir une capacité protéiforme à intégrer certaines demandes sociales, à canaliser les revendications et à brouiller les frontières entre État et société civile, tout en ne modifiant qu'à la marge les agencements politico-institutionnels qui établissent les équilibres hiérarchiques entre l'État et les différentes catégories de la population et qui ont été au cœur de l'économie politique post-maoïste. Chloé Froissart montre par exemple comment les modalités du contrôle social des migrations se redéployent tout en intégrant progressivement une logique de services aux migrants. Notons que cette capacité de mutation et de redéploiement ne concerne pas que l'État-Parti, les entreprises elles aussi ont démontré et continuent à faire preuve d'une capacité d'adaptation aux nouvelles contraintes liées au glissement de paradigme relatif aux politiques à l'égard des travailleurs migrants comme c'est le cas par exemple dans le domaine de la législation du travail, domaine dans lequel elles regorgent d'inventivité afin d'intensifier l'exploitation (Chris King-Chi Kan, *The Challenge of Labour in China. Strikes and the Changing Labour Regime in Global Factories*, Routledge, 2010). Peut-être les concepts d'économie de marché et de capitalisme auraient-ils pu être davantage théorisés et questionnés. Sur ce plan, une discussion approfondie de travaux comme ceux de Pun Ngai, Yan Hairong ou Lee Ching-Kwan (*Against the Law*) aurait offert des pistes intéressantes en matière de lien entre le capitalisme et le régime post-maoïste.

Ce bémol n'enlève rien à l'ampleur du travail accompli. Cette étude solidement fondée théoriquement et particulièrement fouillée sur le plan empirique, de par la limpidité de l'argumentation développée, devrait constituer une référence incontournable en français dans l'étude des processus de transformation de la dynamique des relations entre l'État-Parti et les travailleurs migrants pouvant intéresser tout autant les chercheurs en sciences politiques et sociales que les enseignants et étudiants de la Chine contemporaine.

■ **Éric Florence** est chercheur au Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, Université de Liège (Eric.Florence@ulg.ac.be).



Zhu Yong,
Fanyuedu: Gemingshiqi de
shentishi (Contre-lecture : une
histoire du corps en périodes
révolutionnaires), Taipei,
Unitas Publishing Co., 2008, 416 p.

SUN JIAWEN

Dans son ouvrage devenu classique, *The Sociological Imagination*, Charles Wright Mills soulignait que l'une des missions de la sociologie était d'établir une distinction entre les « difficultés personnelles » et les « problèmes publics » (1959, chapitre 1). Cette distinction, outil indispensable de « l'imagination sociologique », terme inventé par Mills, est au cœur de la recherche sociologique classique. Il arrive que les gens considèrent leurs vies comme des pièges dont ils ne peuvent s'échapper. Ainsi, les personnes en Chine ayant vécu « la décennie de troubles » (référence à la Révolution culturelle de 1966-1976) n'oublieront jamais les années de chaos et les traumatismes qu'ils ont subis. Pour la plupart d'entre eux, la réflexion sur la douleur qu'ils ont connue reste limitée à la sphère personnelle ou tout au plus familiale. Pour Zhu Yong, un chercheur en littérature né à la fin des années 1960, qui a été le témoin des dernières années de la Révolution culturelle et des changements survenus en Chine populaire après cette période, la mémoire personnelle est précisément l'élément déclenchant de son livre *Contre-lecture : une histoire du corps en périodes révolutionnaires* et également un échantillon de la mémoire collective chinoise, ainsi qu'il cherche à le démontrer. Cet ouvrage trouvera certainement un écho dans l'esprit des lecteurs qui ont vécu pendant cette décennie. Zhu Yong recourt à l'imagination des sciences sociales et à son grand talent littéraire pour nous montrer comment la mémoire collective peut devenir personnelle. Il parvient avec succès à livrer une lecture au croisement de la vie des individus (leur vécu biographique) et du contexte social et historique plus large.

Comment écrire une histoire du corps ? Pour donner une réponse appropriée à cette question, il convient tout d'abord de comprendre le rôle joué par le corps dans l'histoire et le rapport entre le corps et l'histoire. De Nietzsche à Foucault, les philosophes n'ont cessé d'élaborer une critique de la généalogie. Ce qui était à l'origine une technique historique est devenu par la suite un concept philosophique permettant d'aller au-delà des idéologies interrogées, ainsi qu'une méthode pour comprendre les liens entre le corps et l'histoire. D'après Foucault, le corps est « la surface d'inscriptions des événements (alors que le langage les marque, les idées les dissolvent), le lieu de dissociation du moi (auquel il essaie de prêter la chimère d'une unité substantielle), volume en perpétuel effritement. La généalogie, comme analyse de la provenance, est donc à l'articulation du corps et de l'histoire. Elle doit montrer le corps tout imprimé de l'histoire, et l'histoire ruinant le corps »⁽¹⁾. En tant qu'écrivain et critique d'art, Zhu Yong a construit dans

1. Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Dits et Ecrits vol II*, Paris, Gallimard, 1971, p. 143.

son livre une généalogie des travaux littéraires et artistiques de la période révolutionnaire, que l'on peut considérer comme un musée virtuel de toutes les sortes de corps modelés par les activités révolutionnaires. Zhu Yong relève par exemple la fonction sociale des exercices physiques exécutés en suivant des instructions radiodiffusées : c'est l'expression d'une discipline corporelle, car tous les mouvements du corps, jusqu'à leur fréquence d'exécution et leur temporalité sont contenus et contrôlés par la musique de fond. Ce qui n'est pas sans rappeler la démonstration de Foucault sur la manière dont les forces extérieures définissent le rythme des activités collectives (Zhu Yong, p. 53).

Zhu Yong choisit dans son livre dix concepts clés concernant le corps : la posture, la faim, la douleur, l'horreur, le travail manuel, le sexe, la maladie, le rêve, le combat et la mort, qui correspondent également aux titres des chapitres de l'ouvrage. Zhu Yong définit le corps comme un élément historique de la période révolutionnaire et tente de présenter ses fonctions politiques.

La première fonction politique du corps est d'être le véhicule de la propagande idéologique officielle. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder les images des héros dans les travaux artistiques et littéraires de la période de la Révolution culturelle. Leur apparence peut facilement être résumée en quelques qualificatifs : grands, forts et déterminés (l'exemple par excellence étant la représentation classique de Mao). Les héros révolutionnaires sont toujours dépeints avec un air grave et auréolés de gloire, sans que jamais d'ombre ou d'obscurité ne vienne ternir leur image. Et bien entendu, leurs caractéristiques sexuelles sont intentionnellement gommées pour les rendre conformes à l'idéal d'ascétisme révolutionnaire de l'époque. La propagande a réussi à instiller l'image d'un corps héroïque dans l'imaginaire public et à en faire un modèle pour la société (p. 137).

La deuxième fonction politique du corps est ce qu'on pourrait appeler « la discipline ». Zhu Yong dévoile un modèle selon lequel le seul moyen de réaliser l'idéal révolutionnaire est de sublimer la souffrance physique, c'est-à-dire qu'il y a un rapport intime entre le sang et la loyauté révolutionnaire. Pour illustrer son propos, Zhu Yong s'appuie sur le célèbre roman *Red Crag* (publié en 1961 par Luo Guangbin et Yang Yiyuan, compagnons de cellule dans une prison du Kuomintang au Sichuan). Il est surprenant de lire dans un roman révolutionnaire populaire autant de scènes sanglantes, de détails de sévices et de descriptions de chair humaine torturée, en un mot autant de violence. Pourtant, c'est cette extrême violence qui forge l'esprit des personnages principaux (Jiang Jie et ses camarades) et les rend extraordinaires. Dans cet ouvrage paradoxal, le mal absolu et l'héroïsme absolu coexistent et font partie l'un de l'autre. Seule la torture poussée à l'extrême peut révéler la loyauté inconditionnelle des personnages ; un idéal qui peut être résumé ainsi : « pas de révolution sans effusion de sang ». Toute la violence de la Révolution culturelle semble trouver son point de départ idéologique dans cette idée (p. 89-111).

La troisième fonction politique du corps peut être considérée comme la remise en question de la répression collective. Il peut par exemple représenter le sujet tabou du sexe. Prenons par exemple le ballet révolutionnaire *Le Détachement féminin rouge* ; il s'agit évidemment d'une œuvre de propagande, mais Zhu Yong remarque également la réaction du public aux « longues et blanches jambes nues qui passent et repassent devant les yeux des hommes » (p. 209). Le ballet, qui est une forme d'art traditionnelle, ne peut prendre une connotation érotique que dans une société où la vie privée est régie par l'ascétisme. Ces quelques exemples donnent une idée générale de ce que l'auteur entend par « contre-lecture ». Comme l'explique Zhu

Yong, la « contre-lecture » rejette l'interprétation conventionnelle d'un texte en éliminant le contrôle sur le texte pour en révéler le contenu caché, occulté par la lecture courante. Je crois par ailleurs que la « contre-lecture » peut nous permettre de comprendre comment le souvenir collectif des souffrances endurées a été construit par un État totalitaire.

Dans le contexte révolutionnaire, la souffrance de l'individu n'est pas un évènement isolé mais une tragédie révélatrice de l'époque et de la société. L'une des contributions majeures de Zhu Yong dans ce travail est d'avoir inséré des fragments de mémoire très personnels et flous à l'intérieur d'une histoire complète de la période révolutionnaire en utilisant le corps comme fil conducteur. En partant du corps, il est possible de remonter jusqu'aux conflits entre l'État et l'individu, et de comprendre comment ces expériences individuelles convergent pour former le courant de l'histoire.

Zhu Yong excelle à utiliser ses dons d'écriture pour décrire dans son livre un monde haut en couleur. Pour autant, il accorde une grande importance à la logique et à la démonstration. Une certaine nostalgie historique est perceptible entre les lignes et pourrait être une des caractéristiques de l'écriture de Zhu Yong. La même inquiétude humaniste que dans *Contre-lecture* se retrouve dans ses ouvrages sur la cité interdite (*The Old Palace*, 2009), la culture tibétaine (*Tibet : A Distant Spiritual Plateau*, 2010), et les traditions des régions au sud du Yangzi (*China South : the Unsinkable Boat*, 2009). La valeur de *Contre-lecture* dépasse largement le champ de la critique littéraire, même si tous les textes qu'il analyse dans son livre proviennent des domaines de l'art et de la littérature. En réalité, ce livre commence avec la littérature et l'art pour s'achever sur la vie quotidienne.

Près de 40 années ont passé depuis la fin de la Révolution culturelle, mais ce sujet reste malheureusement sous le boisseau en Chine continentale. L'attitude des autorités est ambiguë : elles n'interdisent pas complètement d'évoquer le sujet, mais elles ne l'encouragent pas pour autant. Depuis l'apparition de la « littérature des cicatrices » à la fin des années 1970, de nombreux témoignages individuels et de nombreuses compilations d'histoire orale ont été publiés. Ces travaux sont remplis de souvenirs douloureux, de cris de désespoirs et de traumatismes inoubliables, mais il manque toujours une analyse socio-politique sous-jacente. Bien que *Contre-lecture* ne puisse pas être publié en Chine continentale, cet ouvrage demeure une contribution majeure, non seulement pour l'histoire de l'art et de la littérature de l'époque révolutionnaire mais aussi pour la sociologie du corps.

Pour les Chinois qui ont vécu et souffert sous la Révolution culturelle, ce livre pourrait les aider à comprendre ce qui a perturbé leur esprit et quels ont été les moyens utilisés à cet effet. Leur angoisse est replacée dans le cadre d'un contexte social et historique et leur souffrance peut trouver ainsi un certain apaisement. Malgré les difficultés, Zhu Yong est convaincu que le temps permettra à terme que tout rentre dans l'ordre. Comme il l'écrivait dans la préface du livre *The Cock doesn't Crow at Midnight* (Meng Liqian, *Ban ye ji bu jiao*, 2011) : « ...le monopole exercé sur le temps peut être considéré comme l'hégémonie la plus puissante, mais elle n'aura jamais lieu. Au contraire, son échec prouvera l'autorité incontestée du temps ». Nous avons des raisons de croire que ce livre est la première étape d'une longue route, et pour les Chinois le moment où ils commenceront à regarder en face l'histoire de leurs souffrances.

■ Traduit par Antoine Roset.

■ Sun Jiawen est doctorante à l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales), Paris, France (rita.sunjiawen@gmail.com).

Livres reçus

Jessica Chen Weiss, Powerful Patriots: Nationalist Protest in China's Foreign Relations,

Oxford, Oxford University Press, 341 p.

David S.G. Goodman, Class in Contemporary China,

Cambridge et Malden, Polity Press, 2014, 233 p.

Greg Austin, Cyber Policy in China,

Cambridge et Malden, Polity Press, 2014, 203 p.

Yinde Zhang, Mo Yan, le lieu de la fiction,

Paris, Éditions du Seuil, 2014, 315 p.

Lucien Bianco, La récidive. Révolution russe, révolution chinoise,

Paris, Gallimard, 2014, 517 p.

Shi Lu, Les voix de migrants. Récits de vie des migrants paysans en Chine,

Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2014, 248 p.

Douglas R. Reynolds (avec Carol T. Reynolds),

East Meets East: Chinese Discover the Modern World in Japan, 1854- 1898,

Ann Arbor, Association for Asian Studies Inc., 2014, 715 p.

Yannick Fer (éd.),

Diasporas asiatiques dans le Pacifique. Histoire des représentations et enjeux contemporains,

Paris, Les Indes savantes, 2014, 196 p.

Stuart Harris, China's Foreign Policy,

Cambridge et Malden, Polity Press, 2014, 236 p.

LiAnne Yu, Consumption in China,

Cambridge et Malden, Polity Press, 2014, 207 p.